

ARRÊTÉ N° 48 -DDPP-12 portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2000 autorisant la société NAVY LEST à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de LA TALAUDIERE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2012 concernant l'inspection de la société NAVY LEST réalisée le 10 janvier 2012 constatant des situations de non-conformité au regard des prescriptions de l'annexe 1 « Bruit » et de l'annexe 2 « Rejets Air » de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2010 ;

Considérant que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations

ARRÊTE

Article 1 :

La société NAVY LEST est mise en demeure de respecter, pour l'installation qu'elle exploite rue Georges Sand à LA TALAUDIERE, **sous un délai de deux mois** :

- les dispositions des articles 2.1 et 2.2 de l'annexe 2 « Air » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2000,
- les dispositions des articles 2.1 et 2.2 de l'annexe 1 « Bruit » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 octobre 2000 ,

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 541-3 du Code de l'Environnement susvisé.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de LA TALAUDIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le **- 2 FEV. 2012**

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société NAVY LEST

ZI Molina La Chazotte

606 Rue Georges Sand

42350 LA TALAUDIERE

- Monsieur le maire de LA TALAUDIERE

- L'Inspection des installations classées.- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
UT Loire

- Archives

- Chrono